

voilà autant de facteurs qui ont entraîné l'aggravation de la misère sur le continent au cours des années 1980. L'intensité de la souffrance humaine est telle qu'il nous semble d'autant plus inquiétant de constater un transfert net de ressources de l'Afrique vers les pays industrialisés, et c'est une réalité que les Canadiens connaissent mal.

L'une des grandes causes de ce phénomène étrange est l'endettement. En Afrique australe, par exemple, la plupart des États, dont l'Afrique du Sud, sont lourdement endettés. On estime que l'endettement total de la région est de 50 milliards de dollars, l'Afrique du Sud intervenant pour près de la moitié. Peut-être n'est-ce qu'une faible proportion du total de la dette mondiale, mais cela demeure un très lourd fardeau par rapport à la capacité de payer de ces pays, compte tenu particulièrement des autres difficultés économiques que nous avons mentionnées.

Les rapports entre l'endettement et le développement sont de plus en plus évidents. Par exemple, alors qu'il leur faudrait de toute urgence mettre en valeur leur capital humain pour assurer leur prospérité, les pays endettés sont souvent obligés de compromettre leurs intérêts à long terme en matière d'éducation, de services sociaux et de soins de santé afin de respecter leurs échéances. À l'instar du précédent Sous-comité sur l'endettement international, le Sous-comité se préoccupe vivement de ce cercle vicieux.

Malheureusement, la précarité est l'une des caractéristiques économiques de l'ensemble du continent africain, et elle entraîne avec elle son cortège de conséquences politiques et sociales. Nous croyons que le cas de l'Afrique du Sud est riche de leçons. Il fait ressortir une contradiction évidente dans les priorités internationales : on insiste mondialement sur la valeur de la démocratie mais on conserve une attitude d'inaction, en ce qui a trait à ces coûteuses entraves que représente la dette pour le développement économique. L'un de nos témoins, le professeur Manfred Bienefeld, a exposé clairement le problème :

Il semble très étrange de nourrir des espoirs et des attentes si élevés à l'endroit d'un pays dont les problèmes économiques rendent apparemment inexistantes nos propres difficultés économiques<sup>23</sup>.

À ce déclin généralisé de l'Afrique viennent se greffer des difficultés spécifiques à l'Afrique australe. Il existe également d'énormes disparités du revenu à l'intérieur de ces États, où de 5 à 10 p. 100 de la population gagne jusqu'à 100 fois le revenu rural moyen. Selon nous, cela souligne encore l'urgence d'examiner en profondeur l'effet des programmes d'adaptation structurelle imposés à la région par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Puisque de nombreux pays d'Afrique sont aux prises à la fois avec une extrême pauvreté et de graves déséquilibres économiques, nous devons nous assurer que ces approches ne vont pas simplement amplifier les problèmes. L'honorable Peter Mmusi a confié au Sous-comité : «Il peut s'écouler un certain temps avant qu'on puisse observer les fruits des projets entrepris dans l'ensemble de la région<sup>24</sup>.» Le Canada doit veiller à ce que les gens d'Afrique australe, et tous les Africains, n'attendent pas en vain.

<sup>23</sup> Procès-verbaux et témoignages, fascicule 17:25.

<sup>24</sup> Procès-verbaux et témoignages, fascicule 7:6.